

POLITIQUE

**LA
PRESSE**

Ingérence au Canada

La diaspora chinoise réclame une enquête publique



PHOTO JASON LEE, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

(Ottawa) Des membres de la diaspora chinoise ajoutent leur voix

2 articles restants ce mois-ci

Se connecter

son refus d'ouvrir une enquête publique et indépendante sur l'ingérence étrangère.

Publié le 7 juin 2023



MÉLANIE MARQUIS

La Presse



Des représentants du Projet de défense des droits des Ouïghours, du Comité Canada-Tibet, de l'Association taiwanaise-canadienne de Toronto, et l'organisation Canada-Hong Kong Link avaient convergé au parlement réclamer une enquête publique en compagnie du chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet.

« Aucun de ces groupes n'a été contacté par [le rapporteur spécial sur l'ingérence] David Johnston », a-t-il tenu à spécifier après avoir donné la parole à chacun d'entre eux au micro qui avait été installé dans le foyer de la Chambre des communes, mercredi.

Avant lui, Mehmet Tohti, directeur général du Projet pour la défense des droits des Ouïghours (URAP) disait prendre la parole « au nom de la communauté ouïghoure du Canada à qui le régime chinois fait subir une oppression transnationale et une entrave à leurs libertés quotidiennes ».

Déplorant que les Ouïghours qui se trouvent Canada étaient « doublement victimes » des actions de Pékin, il a insisté sur le fait que le contexte actuel procurait « une occasion en or d'avoir une conversation nationale » sur ce fléau, et qu'« une enquête publique et indépendante approfondie » était impérative.

La sortie de ces organisations survient au lendemain de la comparution du rapporteur spécial sur l'ingérence étrangère, David Johnston, devant un comité de la Chambre des communes. Il s'y était présenté pour discuter de son rapport et de sa recommandation de ne pas tenir une enquête publique et indépendante.

Malmené par les partis d'opposition, l'ancien gouverneur général du Canada a réitéré son intention de rester en poste pour terminer le travail que le premier ministre Justin Trudeau lui a confié, et ce, même s'il a été prié de se retirer par la majorité des députés de la Chambre par le truchement d'une motion.

Le chef Blanchet l'a encore exhorté à abandonner son poste, son travail représentant selon lui essentiellement un « paravent » pour le gouvernement de Justin Trudeau, qui n'a jamais manifesté d'appétit pour une enquête publique depuis que l'enjeu défraie la chronique.

« Des communautés subissent quotidiennement l'oppression, la violence, l'intimidation, l'intrusion, du régime dictatorial du Parti communiste chinois – ce même régime que le gouvernement canadien s'obstine à ne pas affronter avec les moyens légitimes à sa disposition », a-t-il regretté.

Plutôt que de recommander une enquête publique et indépendante, le rapporteur spécial Johnston a proposé la tenue d'audiences publiques. Celles-ci doivent se mettre en branle quelque part le mois prochain.

© La Presse Inc. Tous droits réservés.